



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTES-ALPES

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°05-2020-234

PUBLIÉ LE 24 OCTOBRE 2020

Sommaire

Direction des services du cabinet et de la sécurité

ACTE PUBLIABLE 05-2020-10-24-001 - Arrêté préfectoral portant mesures de police applicables dans le département des Hautes-Alpes, en vue de ralentir la propagation du virus Covid-19 (4 pages)

Page 3

Direction des services du cabinet et de la sécurité

ACTE PUBLIABLE 05-2020-10-24-001

Arrêté préfectoral portant mesures de police applicables
dans le département des Hautes-Alpes, en vue de ralentir la
propagation du virus Covid-19



**PRÉFET
DES HAUTES-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture des Hautes-Alpes
Direction des Services du Cabinet
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civiles

Gap, le 24 octobre 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°

portant mesures de police applicables dans le département des Hautes-Alpes, en vue de ralentir la propagation du virus Covid-19

**La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de la santé publique notamment ses articles L. 3131-12 et suivants et L.3136-1 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°20201257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1262 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1626 du 16 octobre 2020, notamment ses articles 50 et 51 ;
- VU** le décret n°2020-1294 du 24 octobre 2020
- VU** le décret du 5 février 2020 portant nomination de la Préfète des Hautes-Alpes, Madame Martine CLAVEL ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé en date du 17 octobre 2020 indiquant que le taux d'incidence toutes classes d'âge confondues constaté en semaine 41 (taux de 155) est en nette augmentation par rapport à la semaine 40 (taux de 89), et que ce taux devrait dépasser le chiffre de 237 pour la semaine 42 (pour laquelle l'ensemble des données n'est pas encore disponible).
- VU** l'arrêté préfectoral n°05-2020-10-17-002 du 17 octobre 2020 prescrivant les mesures sanitaires applicables temporairement au département des Hautes-Alpes.

Préfecture - 28, rue Saint-Arey - CS 66002 - 05011 GAP Cedex - Tél : 04 92 40 48 00 - Télécopie : 04 92 53 79 49
www.hautes-alpes.pref.gouv.fr

VU l'avis de l'ARS publié au recueil des actes administratifs de la préfecture le 23 octobre 2020 ;

VU l'urgence,

Considérant que face à la dégradation rapide et alarmante de la situation sanitaire, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur l'ensemble du territoire de la République par décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ; que le virus affecte particulièrement le territoire des Hautes-Alpes, plusieurs foyers épidémiques y ayant été recensés au cours des dernières semaines ; que, avec la poursuite de la hausse du taux d'incidence, le seuil d'alerte ayant été largement dépassé, celle de la hausse du taux de positivité des tests RT-PCR, désormais très supérieure à la moyenne nationale, un taux de reproduction du coronavirus (R_0) supérieur à 1 et une augmentation significative du nombre des clusters, la situation sanitaire s'est aggravée par rapport à celle constatée la semaine dernière ; que cette hausse massive des contaminations s'accompagne d'un afflux croissant de patients faisant craindre une saturation imminente des capacités d'accueil du système médical dans le département ; que l'ensemble de ces indicateurs a conduit le Gouvernement à classer le département en annexe II du décret du 23 octobre 2020 habilitant ainsi le préfet à prendre des mesures exceptionnelles pour faire face à la dégradation de la situation sanitaire ;

Considérant que, compte tenu de la gravité de la situation locale, qui expose directement la vie humaine, il appartient à l'autorité de police compétente de prendre, en vue de sauvegarder la santé de la population, les dispositions adaptées, nécessaires et proportionnées de nature à prévenir ou à limiter les effets de l'épidémie de covid-19 ;

Considérant que, en application de l'article 51 du décret du 16 octobre 2020 susvisé, le préfet dont le département est mentionné à l'annexe II du décret, peut, lorsque l'évolution de la situation sanitaire le justifie et aux seules fins de lutter contre la propagation du virus, interdire les déplacements de personnes hors de leur lieu de résidence, entre 21 heures et 6 heures du matin, à l'exception de ceux des déplacements limitativement autorisés ; que seuls les établissements mentionnés en annexe 5 du décret du 16 octobre 2020 peuvent accueillir du public entre 21 heures et 6 heures du matin que lorsque cette interdiction s'applique, les établissements recevant du public relevant des types N (débits de boissons), EF (établissements flottants, pour leur activité de débit de boissons), P (salles de jeux), X (salles de sport dans certaines conditions), ne peuvent accueillir du public, et que les fêtes foraines et événements temporaires de type exposition, foire-exposition ou salon sont interdits ;

Considérant en outre qu'en application de l'article 50 du même décret, le préfet est habilité à interdire ou réglementer l'accueil du public dans les établissements recevant du public ; qu'enfin, le II de l'article 1^{er} lui permet de rendre obligatoire le port du masque lorsque les circonstances locales le justifient, sauf pour les enfants de moins de 11 ans et les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires ;

Considérant qu'aucun des événements autorisés ne peut accueillir plus de 1000 personnes ;

Considérant que l'ensemble de ces mesures est de nature à restreindre les regroupements propices à la propagation rapide, simultanée et à grande échelle du virus ; qu'en outre et aux mêmes fins, il y a lieu d'interdire la diffusion de musique amplifiée, la consommation d'alcool sur la voie publique dès lors qu'elle peut être à l'origine de rassemblements de même nature ;

Sur proposition de Madame la directrice des services du cabinet ;

ARRÊTE

Article 1er: Les arrêtés préfectoraux du 17 octobre 2020 et du 20 octobre 2020 prescrivant les mesures sanitaires applicables temporairement dans le département des Hautes-Alpes sont abrogés.

Article 2: L'ensemble des dispositions de l'article 51 du décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 s'applique à l'ensemble du département des Hautes-alpes à compter du samedi 24 octobre 2020 à 00h01, jusqu'au lundi 16 novembre inclus.

Article 3: Les déplacements de personnes sont interdits entre 21h00 et 06h00, à l'exception des déplacements pour les motifs suivants :

- Déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle ou le lieu d'enseignement et de formation ;
- Déplacements pour des consultations et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ou pour l'achat de produits de santé ;
- Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou précaires ou pour la garde d'enfants ;
- Déplacements des personnes en situation de handicap et de leur accompagnant ;
- Déplacements pour répondre à une convocation judiciaire ou administrative ;
- Déplacements pour participer à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative ;
- Déplacements liés à des transferts ou transits vers ou depuis des gares ou aéroports dans le cadre de déplacements de longue distance ;
- Déplacements brefs, dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile pour les besoins des animaux de compagnie.

Les personnes souhaitant bénéficier de l'une des exceptions mentionnées ci-dessus, se munissent, lors de leurs déplacements d'une attestation leur permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions.

Article 4 : Les établissements de type N restaurants peuvent recevoir du public entre 6h00 et 21h00, sous réserve de la stricte application d'un protocole sanitaire renforcé.

En outre, ces établissements doivent détenir un cahier de rappel pour faciliter le « tracing ». A cet effet, les personnes accueillies renseignent sur un support spécifiquement prévu à cet effet leurs nom et prénom, ainsi que les informations permettant de les contacter. Ces informations sont conservées par le gérant de l'établissement pendant une durée de quinze jours, avant d'être détruites, et ne peuvent être utilisées que pour la mise en œuvre du processus d'identification et de suivi des personnes ayant été en contact avec un cas confirmé de covid-19.

À partir de 21h00, seuls les livraisons à domicile et le service en chambre sont autorisés.

Les établissements de type N Débits de boissons, EF établissements flottants, P salles de jeux, T Salles d'exposition ne peuvent accueillir de public. Les établissements de type X (établissements sportifs couverts) ne peuvent accueillir du public que dans les conditions prévues à l'article 51 du décret n°2020-1262. Les autres ERP ne peuvent accueillir du public entre 21 heures et 6 heures du matin, sauf pour les activités mentionnées à l'annexe 5 du décret n°2020-1262 (consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr)

Article 5 : La vente d'alcool est interdite de 21 heures à 6 heures.
La consommation d'alcool sur la voie publique est interdite de 21 heures à 6 heures du matin.

Article 6: La diffusion de musique amplifiée est interdite sur la voie publique ainsi que dans les restaurants (la musique d'ambiance, inaudible depuis l'extérieur demeure possible dans ces derniers).

Article 7 : Outre l'obligation de port du masque édictée par le décret du 16 octobre 2020 dans les ERP et lorsque la nature de l'activité ne permet pas de garantir la distanciation sociale, Le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus dans un rayon de 30 mètres autour des entrées et sorties des ERP, des écoles, collèges et lycées et dans un rayon de 15 mètres des emplacements situés sur la voie publique correspondant aux arrêts et stations desservis par les véhicules de transport de voyageurs.

L'obligation du port du masque pour toute personne âgée de 11 ans et plus est maintenue sur les marchés, ventes au déballage, et vide-greniers.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 8 : Les soirées étudiantes, organisées par une association, un collectif d'étudiants ou des particuliers, visant à réunir principalement des étudiants dans un but festif, sont interdites en tous lieux et quel que soit le nombre de participants .

Article 9: les buvettes sont interdites dans les établissements recevant du public et lors des rassemblements de personnes

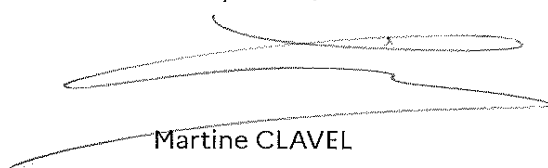
Article 10 : Les dispositions de cet arrêté sont applicables sur l'ensemble du département des Hautes-Alpes, jusqu'au 16 novembre 2020 inclus.

Article 11: La violation des dispositions du présent arrêtée est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe, conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique.

Article 12 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille – 22-24 rue Breteuil – 13281 MARSEILLE CEDEX 6 ou sur www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 13 : Madame la directrice de Cabinet, Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Hautes-Alpes, Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique et Mesdames et Messieurs les Maires des communes des Hautes-Alpes, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Alpes et dont copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Gap.

La préfète,



Martine CLAVEL